



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 13/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SA ASKLE

200 rue Charles Tellier
Z.I. de Grézan
30 034 Nîmes Cedex 1

Références : 2024-12-609
Code AIOT : 0006601713

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2024 dans l'établissement SA ASKLE implanté 200, rue Charles Tellier Z.I. de Grézan à Nîmes. L'inspection a été annoncée le 07/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA ASKLE
- 200, rue Charles Tellier Z.I. de Grézan 30000 Nîmes
- Code AIOT : 0006601713
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les activités exercées par la société ASKLE sur le site ont démarré en 1994, sur un terrain de la zone industrielle de Grézan, d'une superficie de 15761m². La surface des bâtiments est de 6477m².

Le site appartient au groupe WINNCARE depuis 2004. Les activités sont certifiées ISO 9001, ISO 14001 et OSHAS18001. Le site produit essentiellement des matelas mousse anti escarre et des coussins. Le site relève des prescriptions de la Directive IED.

Les installations de l'établissement sont décrites ci-dessous d'Est en Ouest :

- extension du bâtiment pour le stockage des produits finis,
- atelier mousse, zone d'emballage,
- zone de maturation des matelas,
- stockages de MDI, de POLYOL et de TDI,
- stockage des déchets,
- bureaux et parkings à l'Ouest du site,
- bassins d'orage et d'incendie se situent dans la zone Nord-Est.

L'établissement emploie près de 77 personnes.

Le fonctionnement de l'usine est réglementé par l'arrêté préfectoral n°10.114N du 15 octobre 2010. Un arrêté préfectoral complémentaire en date du 6 septembre 2011 a actualisé le tableau de classement des activités du site. Le classement sous la nouvelle rubrique n° 3410-h (de transposition de la directive européenne IED) a fait l'objet d'un accusé de réception délivré par la préfecture du Gard le 6 mars 2014. Un donné acte du Préfet daté du 21/11/2018 actualise le classement des activités concernées par les rubriques 4000 de la nomenclature des ICPE.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Air - rejet atmosphérique canalisé
- AN24 PFAS
- Équipement sous pression
- FDS- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
15	Panneaux photovoltaïques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article section V	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 15/10/2010, article 7.4.10	Sans objet
3	Moyens d'intervention	AP Complémentaire du 15/10/2010, article 7.4.10.1	Sans objet
4	Moyens d'intervention	AP Complémentaire du 15/10/2010, article 7.4.10.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Moyens d'intervention - Permis de feu	AP Complémentaire du 15/10/2010, article 7.4.5	Sans objet
6	Rejets atmosphériques canalisés	AP Complémentaire du 15/10/2010, article 4.4.4	Sans objet
7	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
8	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
9	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
10	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
11	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
12	Équipements sous pression (ESP)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Sans objet
13	Équipements sous pression (ESP)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet
14	Fiche de données de sécurité (FDS) - respect des dispositions	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux éléments transmis par l'exploitant en réponse de la précédente visite, complétés par le point de contrôle de la présente visite relatif aux moyens de lutte contre l'incendie, l'ensemble des écarts relevés lors de la précédente visite de 2021 a été levé.

Lors de cette visite, l'inspection a procédé aux points de contrôle détaillés dans les fiches de constat ci-après et relatifs :

- à la situation administrative du site, incluant l'édition de l'état des stocks et un point sur les modalités de stockage des produits chimiques et la disponibilité des fiches de données de sécurité,
- à la prévention des risques, incluant un point sur le suivi des équipements sous pression
- à la surveillance des rejets atmosphériques canalisés
- à la réglementation PFAS dans le cadre de l'action nationale 2024.

L'inspection relève la mise en place d'un suivi renforcé des vérifications périodiques réglementaires exigées, vis-à-vis de la précédente visite, complété par un suivi des actions pouvant en découler. Cette inspection a également été l'occasion pour l'exploitant d'explicitier sa démarche engagée concernant le dossier trentenaire relatif au contrôle de son installation d'extinction automatique au

regard du référentiel APSAD, engendrant des travaux sur cette installation, programmés sur les trois prochaines années.

Un écart est relevé au regard de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, engendrant une demande des justificatifs : le point concerne le respect des dispositions applicables au site pour ses équipements de production d'électricité utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, positionnés en toiture. Un récolement de son installation au regard des dispositions qui lui sont applicables est demandé à l'exploitant sous un délai de 4 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Situation administrative, État des stocks
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées sur son site de Nîmes. Sur demande de l'inspection, une extraction des caractéristiques des produits chimiques stockés sur le site, relevant ou non d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées, a été réalisée lors de la visite. Cette extraction peut être réalisée à distance et a été disponible en quelques minutes. Cette requête, image des stockages à l'instant t, peut également être complétée par des indicateurs de suivi avec historique des stockages. Ces indicateurs sont accessibles via la plateforme groupe Winnocare France nommée "Power BI". Des alertes concernant les quantités présentes au regard des seuils autorisés sont également programmées via cette plateforme afin d'assurer le respect des quantités maximales autorisées. Au regard de la situation administrative autorisée du site (donné acte du 21/11/2016), l'état des stocks fourni au jour de la visite ne présente pas d'écart. L'inspection relève en particulier pour les rubriques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• rubrique 2663-1-C : un stockage de polymères d'un volume de 1114 m³, au regard des 1775 m³ autorisés• rubrique 4726-2 : un stockage de 2,85 tonnes de TDI (di isocyanate de toluène), au regard des 9 tonnes autorisées

- rubrique 4331 : un stockage de moins de 1 tonnes de liquides inflammables (démoulant principalement) au regard des 2,855 tonnes autorisées.

Enfin, en ce qui concerne la capacité de production autorisée à 12 200 kg/j de production de mousse polyuréthane (rubrique 3410-h), la cadence réelle sur site reste en deçà de cette valeur, limitée par la capacité machine de production. Enfin, l'exploitant dispose des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses présentes sur site.

L'ensemble de ces documents a été rendu accessible et tenu à la disposition de l'inspection lors de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2010, article 7.4.10

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :

- L'installation automatique d'extinction à eau par réseau sprinkler est alimentée à partir de deux réserves d'eau de 30 m³ et 643 m³ de capacité et de deux groupes de pompage indépendant constitués par une électro-pompe de 112 m³/h de débit et une moto-pompe de 310 m³/h de débit. Cette installation est conforme à la règle R1 de l'A.P.S.A.D pour l'ensemble des ateliers et magasins, et à la réglementation NFPA pour le bâtiment de stockage.
- Deux canons à mousse, fixes, d'un débit unitaire de mousse de 9,9 m³/h assurent la protection du stockage de M.D.I et de Polyol.
- Des robinets d'incendie armés (RIA) disposés dans les ateliers de fabrication et les zones de stockages de produits finis de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées.
- Des extincteurs à poudre polyvalente ou à eau pulvérisée (ou équivalent) de 9 kg répartis sur l'ensemble du site et facilement accessibles.
- Deux poteaux d'incendie normalisés d'un type incongelable, d'un débit unitaire de 120 m³/h situés sur la voirie de la zone industrielle à moins de 200 m de l'établissement.
- Un poteau d'incendie supplémentaire, implanté au droit de l'accès nord de l'extension du site.

Constats :

Ce point fait suite à la précédente visite d'inspection du 15 avril 2021 pendant laquelle l'exploitant n'avait pas apporté de justificatif sur la disponibilité du débit unitaire attendu de 120 m³/h des deux poteaux incendie (PI) situés sur la voirie de la zone industrielle à moins de 200 m de l'établissement. L'exploitant avait apporté en réponse les justificatifs complémentaires par mail du 27/05/2021 avec les fiches de contrôles techniques des deux PI (P1818 et P1819) réalisés le 4/05/2021 et justifiant du respect du débit réglementaire attendu.

Lors de la présente visite, l'exploitant a justifié du maintien du suivi périodique au niveau de ces

deux PI situés sur la voirie (P1818 et P1819) via son plan de surveillance avec un contrôle prévu tous les deux ans. Le dernier contrôle a été réalisé le 11/12/2023 pour chacun des PI, l'attestation justifiant du respect du débit unitaire demandé. La non-conformité relevée lors de la précédente visite est dans ces conditions levée.

Concernant les moyens de lutte contre l'incendie, l'inspection relève depuis la dernière visite de 2021 :

- la formalisation du plan de surveillance mis en place par l'exploitant justifiant du suivi de ces équipements et actant les périodicités en place. L'historique permet de s'assurer du respect des périodicités définies et des programmations à venir en place.
- le suivi général réalisé sur les actions programmées/ en cours/finies, faisant suite aux visites de contrôle périodique, avec indicateurs associés. Ce suivi est réalisé via la même plateforme groupe "power BI", citée au constat précédent.

L'inspection a porté par sondage sur les contrôles périodiques assurés sur l'installation automatique d'extinction. En cohérence avec le plan de surveillance il a été consulté :

- le dernier rapport de vérification semestrielle de l'installation daté du 13/09/2024 - pas d'écarts relevés dans le rapport Uxello
- la réalisation du dernier contrôle annuel du groupe motopompe daté du 21/11/2024, le rapport Uxello est attendu par l'exploitant.

L'installation d'extinction automatique a fait l'objet d'une visite terrain.

Tant les constats terrain que les justificatifs fournis par l'exploitant sur ce point n'appellent pas d'observations de l'inspection.

En complément, l'exploitant explicite la démarche en cours sur cette installation automatique d'extinction avec la préparation initiée du dossier trentenaire (échéance à 2026) selon les règles APSAD. L'exploitant travaille avec le bureau d'études ALTEOS en ce qui concerne l'étude initiale et l'audit du réseau au regard des règles APSAD et avec la société Uxello sur l'étude hydraulique du réseau. Une première phase de travaux (sur les 3 prévus) est programmé dès 2025.

L'inspection relève que l'application d'émulseur est en place au niveau des armoires chimie et des deux cuves de stockage vrac chimie, ainsi qu'au niveau de l'atelier maintenance, sans objet aujourd'hui s'agissant d'un ancien stockage chimie, l'application d'émulseur sur cette partie est prévue d'être arrêtée. Il est proposé à l'exploitant, dans le cadre de cette revue, de s'interroger sur la présence ou non de PFAS au sein de cet émulseur au regard de la réglementation récente sur le sujet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/10/2010, article 7.4.10.1

Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'opération interne

Prescription contrôlée :

En cas d'accident, l'exploitant doit assurer à l'intérieur des installations, la direction des secours. Dans ce but, l'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne sur la base des risques et moyens

<p>d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude des dangers. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Le plan doit traiter les enveloppes des différents scénarios d'accident envisagés dans l'étude des dangers ; il doit de plus planifier l'arrivée des renforts extérieurs. En cas de besoin, l'exploitant prend à l'extérieur de son établissement, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement, nécessaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI) mis à jour le 21/05/2024 qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/10/2010, article 7.4.10.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne (POI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Garantie d'efficacité du P.O.I.</i></p> <p>L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I ; cela inclut notamment : <ul style="list-style-type: none"> * l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention, * la formation du personnel intervenant, * l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations, * l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites. <ul style="list-style-type: none"> la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude des dangers ou suite à une modification évidente dans l'établissement ou dans le voisinage. la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus. Cette périodicité est de 5 ans au plus. la mise à jour systématique du P.O.I en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées. <p>L'inspection des installations classées sera informée des dates et des thèmes étudiés avant chaque exercice.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant justifie la recherche systématique d'améliorations des dispositions de son plan d'opération interne (POI) via la réalisation d'un exercice par an, testant tant le dispositif que les moyens d'intervention. Cet exercice est complété par un autre exercice annuel ciblé spécifiquement sur le volet évacuation du site.</p>

<p>L'exercice annuel POI, objet du présent point de contrôle, est joué de manière inopinée pour le personnel et fait l'objet d'une analyse du retour d'expérience. Le site dispose de personnels formés de première intervention (pour évacuation site) et de personnels formés équipiers de seconde intervention (pour intervention). Un PC de crise est également installé en dehors des installations industrielles, conformément aux éléments du POI. L'inspection a consulté le compte rendu du dernier exercice POI joué le 25 juin 2024, scénario joué sur la zone de déchargement produits chimiques. Le retour d'expérience est tracé et fait l'objet d'un suivi par le responsable HSE.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Moyens d'intervention - Permis de feu

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/10/2010, article 7.4.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties des installations visées au point ci-dessus, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.</p> <p>Le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils doivent avoir nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement font l'objet d'un plan de prévention établi entre le service HSE et l'intervenant sur le site, dont le modèle a été consulté par l'inspection. Ce document explicite en particulier l'analyse de risque, les habilitations au besoin, le plan de circulation avec l'identification de la zone d'intervention et les mesures de prévention. Il existe des plans de préventions ponctuels établis le matin même de l'intervention et des plans annuels réservés pour l'entretien des espaces verts, l'entretien des groupes froids et la maintenance préventive des appareils.</p> <p>Pour les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) le plan de prévention précise l'obligation d'établir un "permis de feu" précisant les règles spécifiques. Ce permis est visé par le responsable HSE et l'intervenant. En particulier, après la fin des travaux, l'intervenant est tenu de rester 1 heure à 2 heures sur le lieu de l'intervention pour surveillance, et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.</p> <p>Les modèles de plan et de permis ont été tenus à la disposition de l'inspection, ainsi que les plans établis signés, l'ensemble étant archivé informatiquement sur le réseau du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Rejets atmosphériques canalisés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/10/2010, article 4.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant devra faire réaliser annuellement, par un laboratoire agréé, un contrôle de ses rejets atmosphériques. Ces contrôles annuels porteront sur les paramètres visés à l'article 4.4.2. Les contrôles à l'émission devront être effectués suivant les méthodes normalisées, dans la mesure où il en existe d'expérimentales ou d'homologuées à la date du présent arrêté. A défaut de méthode spécifique, normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulière ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique, décrites par la norme NFX 44052, doivent être respectées. Le contrôle de la teneur en diisocyanate de toluylène devra être réalisé tant que l'exploitant utilisera des produits susceptibles d'en contenir.
Constats : L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection les deux derniers rapports de contrôle réalisés par l'Apave et relatifs aux mesures des rejets atmosphériques sur le site de Winnicare, pour les interventions des 21/11/2023 et 17/06/2024. Les contrôles portent sur les exutoires raccordés à l'atelier mousse K5 et l'atelier coussin. A noter que l'atelier mousse K2 est arrêté. Ces deux rapports justifient du respect des valeurs limites d'émission prescrites.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Pour établir la liste des substances PFAS, l'exploitant a procédé avec son expert « chimie » à l'analyse des fiches de données de sécurité des produits présents sur site. Aucun PFAS n'est utilisé, ni produit sur le site. L'exploitant n'a pas non plus identifié de produits historiquement utilisés pouvant contenir des PFAS, ni de substances PFAS produites par dégradation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : Le site dispose d'un seul point de rejet où ont été réalisées les campagnes d'analyse (sortie séparateur hydrocarbure). L'exploitant a réalisé les 3 campagnes d'analyse en mars, avril et mai 2024. Les 20 PFAS listés à l'arrêté ministériel ainsi que l'AOF ont fait l'objet d'une analyse.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'exploitant indique avoir retenu l'APAVE pour les prélèvements des échantillons.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de

<p>quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le respect des limites de quantifications a pu être effectué.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a saisi les résultats sous l'application GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Équipements sous pression (ESP)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Service en charge des ESP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.</p> <p>Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.</p> <p>Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.</p> <p>II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ASKLE est l'exploitant des équipements ESP. L'équipe HSE du site est en charge de la programmation des contrôles ESP. Un fichier de suivi nommé "plan de surveillance" est établi avec</p>

les dates de programmation et de réalisation des actions. La réalisation des contrôles périodiques est faite pas la société extérieure Apave.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Équipements sous pression (ESP)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des ESP
Prescription contrôlée : <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
Constats : <p>L'exploitant dispose d'un recensement des ESP présents sur le site. La liste est établie par le responsable HSE. 3 équipements ESP sont recensés, avec les échéances de contrôle respectées.</p> <p>L'exploitant dispose des attestations de requalification périodique des 3 ESP réalisées en 2023 et 2024 : ces attestations ne relèvent aucune observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Fiche de données de sécurité (FDS) - respect des dispositions

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Règlement Reach - FDS
Prescription contrôlée : <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
Constats : <p>Le site dispose d'un recensement des substances et préparations dangereuses opérationnel. Les dernières versions des fiches de données de sécurité (FDS) des produits présents sur site sont transmises et/ou mises à disposition de l'exploitant par les fournisseurs. Ces FDS sont ensuite</p>

<p> mises à disposition du personnel du site dans le local PC feu (POI). Un ingénieur chimiste sur site assure notamment le suivi et l'analyse des FDS. Il intègre au besoin les évolutions dans les procédures et modes opératoires. Sur le terrain, l'inspection s'est intéressée aux conditions de stockage et à l'étiquetage des fûts de TDI (diisocyanate de toluène), tous constatés placés dans les armoires spécifiques prévues à cet effet. Aucun écart sur les conditions de stockage / incompatibilité entre produits stockés n'a été relevé au niveau de ces armoires de stockage petits contenants. </p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Panneaux photovoltaïques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article section V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Recolement installation photovoltaïque</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>article 29</p> <p>Les dispositions de la présente section sont applicables aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, positionnés en toiture, en façade ou au sol, au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, positionnés en toiture. L'exploitant a justifié de la prise en compte de cette installation dans son plan d'opération interne et de la connaissance de l'emplacement et de l'accès à la coupure générale de l'installation.</p> <p>Cependant, il n'a pas pu justifier de la conformité de cette installation aux prescriptions de la section V de l'arrêté ministériel du 4/10/10 modifié.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de procéder sous 4 mois au récolement de cette installation aux regards des dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque (articles 28 à 44) et d'en transmettre ses conclusions à l'inspection dans ce même délai, accompagné de son plan d'actions le cas échéant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>